

M. Nystrom: Le ministre avoue qu'il n'a pas honte des déclarations de ses collègues du cabinet. Il doit tout de même être un peu gêné de la déclaration du ministre des Transports. Je crois que c'est le ministre de l'Industrie et du Commerce qui a dit un jour que le ministre des Transports méritait d'être enduit de goudron et emplumé. Je suis sûr qu'il est toujours du même avis et qu'il est un peu embarrassé.

J'en reviens à cette citation de la *Free Press* de Winnipeg, datée du 8 juin 1974:

Le ministre de la Justice, Otto Lang, a déclaré au cours d'une réunion publique, vendredi, que si le gouvernement libéral était réélu, pas une seule ligne d'embranchement des Prairies ne serait abandonnée, et que tant que les producteurs livreraient leurs céréales aux élévateurs sur cette ligne, les élévateurs continueraient à fonctionner.

Cette déclaration doit embarrasser le ministre de l'Industrie et du Commerce. Il sait que le ministre des Transports songe à abandonner certaines lignes ferroviaires. Cela doit lui retourner les sangs de s'asseoir à côté d'un ministre qui renie avec tant d'aplomb ses promesses électorales et qui dira aussi froidement aux gens de ma circonscription que leur tronçon doit être abandonné. Je sais que ce genre de malhonnêteté doit dégoûter le député de Vancouver-Kingsway (M^{me} Holt). Une fois réélu, le ministre des Transports oubliera toutes ses promesses. Il jette de la poudre aux yeux à coup d'études et il s'amuse à tourmenter les gens en prétendant qu'on sauvera leurs lignes ferroviaires. Mais quand vient le temps, on ne sauve pas les lignes ferroviaires. J'espère que les gens des provinces des Prairies se rendront compte que ce même ministre des Transports, flanqué de son nouveau «Tonto» là-bas, font des promesses à tort et à travers.

Je soutiens que c'est l'État qui devrait posséder et administrer tout notre réseau de transport. Son but premier devrait être d'offrir un service et non pas de faire réaliser des bénéfices aux actionnaires. C'est le besoin du public que nous devons essayer de satisfaire en premier lieu.

● (2122)

Je dis aux députés qui sont des partisans acharnés et convaincus de la libre entreprise, tel le député d'Annapolis Valley (M. Nowlan) qu'il y a d'autres secteurs dans lesquels on peut réaliser des bénéfices. S'ils veulent faire du profit, les gens peuvent investir leurs capitaux ailleurs que dans les transports. Monsieur l'Orateur, si l'on essaie de faire du profit dans les transports, on roule les habitants des régions défavorisées du pays. Vous parlez de supprimer le service des chemins de fer en Saskatchewan. Certaines petites localités de ma province se désintéresseraient si on abandonnait les lignes qui les desservent et qui pourtant ne sont pas rentables.

Nous ne devrions pas simplement regarder les chiffres du grand livre. Nous devrions tenir compte de l'aspect social. Même si certains tronçons ne sont pas rentables, si pourtant ils sont utiles à un bon nombre de personnes, s'ils acheminent une bonne quantité de grain et d'autres marchandises, nous devrions les subventionner.

Dorénavant, un nombre croissant de personnes ne pourront plus supporter les grandes villes et la vie urbaine. Le nombre des problèmes énergétiques va aussi augmenter de plus en plus. Sans doute de plus en plus de gens choisiront-ils le retour à la terre et la vie dans de petites localités. Sans doute aurons-nous un jour un gouvernement qui se préoccupe de stratégie indus-

trielle et qui encourage les entreprises à s'établir dans de petites localités. Ce jour-là, sans doute ces localités prendront-elles de l'expansion, au point que ces tronçons de ligne deviendront rentables.

Ils ne le deviendront jamais si, au contraire, nous appliquons la formule du paiement par l'utilisateur, si nous insistons pour qu'ils soient rentables maintenant, si nous voulons faire du CN une entreprise commerciale devant être exploitée comme toute autre entreprise commerciale. Si nous adoptons cette perspective, tous les Canadiens vont y perdre. La population s'entassera dans un petit nombre de grandes villes. De ces grandes villes, il n'y en aura ni en Nouvelle-Écosse ni en Saskatchewan. C'est ailleurs que les gens vont s'entasser. C'est très, très mauvais.

M. Friesen: Monsieur l'Orateur, le député me permettrait-il une question?

M. Nystrom: Oui, monsieur l'Orateur.

M. Friesen: J'ai remarqué les observations du député au sujet de la remise de dette. Je ne puis m'empêcher de me demander quel avantage elle donnerait aux chemins de fer sur le plan de la concurrence par rapport aux compagnies de camionnage. Le député peut-il nous dire si le syndicat des camionneurs, les Teamsters, seraient totalement d'accord avec ce qu'il propose?

M. Nystrom: A la différence du député de Surrey-White Rock (M. Friesen), je ne compte pas beaucoup d'amis intimes dans le syndicat des camionneurs. Toutefois, si nous avons un système rationnel de transport au pays, les membres du syndicat des camionneurs seraient sûrement d'accord. Le camionnage n'en est qu'un des éléments. Les chemins de fer en constituent un autre élément très important. D'après l'expérience que j'ai des syndicalistes, des travailleurs de notre pays, je puis dire qu'ils se soucient non pas seulement d'avoir des conditions équitables pour eux-mêmes, mais également pour leurs frères et sœurs, en fait pour tout le pays. Si le député consulte le syndicat des camionneurs, il verra sûrement que ses membres appuient les principes généraux dont j'ai parlé, savoir une compagnie à propriété publique et un réseau rationnel de transport qui puisse desservir tous les citoyens, non pas seulement ceux qui vivent dans les grands centres.

M. Whiteway: Monsieur l'Orateur, le député me permettrait peut-être une question de plus?

M. Nystrom: Oui, monsieur l'Orateur.

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre, je vous prie. Le temps de parole du député est maintenant expiré. Il nous faudrait aussi le consentement unanime de la Chambre et non seulement le consentement du député. La Chambre consent-elle à l'unanimité à ce que le député de Selkirk (M. Whiteway) pose une question?

Des voix: D'accord.

M. Whiteway: Monsieur l'Orateur, le député a parlé de l'étatisation des transports. Songe-t-il ici à l'étendre à la construction des moyens de transports tels les avions et les camions, peut-être dans le sens où cela s'est fait récemment au Manitoba sous le premier ministre Schreyer?